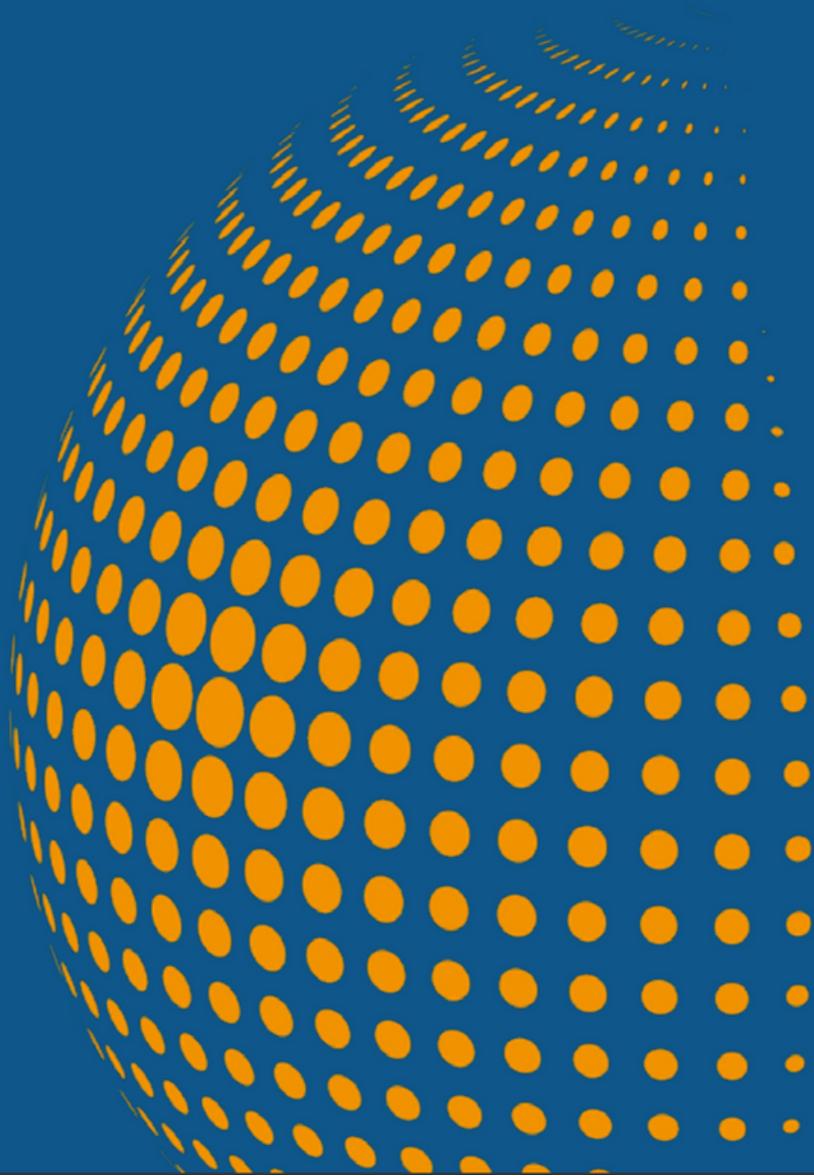




COMMON
SECURITY 2022

POUR NOTRE AVENIR COMMUN

Sécurité Commune 2022





SÉCURITÉ COMMUNE 2022

POUR NOTRE AVENIR PARTAGÉ



© Common Security 2022 FOR OUR SHARED FUTURE

Publié par le Centre international Olof Palme, le Bureau international de la paix (BIP/IPB) et la Confédération syndicale internationale (CSI/ITUC) Stockholm 2022

Parrainé par: Fonds commémoratif Olof Palme

Version française établie le 5 mai 2022 par Alain Rouy, IPB

International Peace Bureau

Marienstr. 19-20

D610117 Berlin

info@ipb-office.berlin

En 1982, la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité, dirigée par le Premier ministre suédois Olof Palme, a publié le rapport intitulé "Sécurité commune: un programme de désarmement". À cette époque, les tensions de la guerre froide et la perspective effrayante d'une guerre nucléaire dominaient l'agenda international. Le rapport mettait à nu les conséquences horribles d'un conflit nucléaire et démasquait l'idée fautive selon laquelle la dissuasion nucléaire assure la sécurité. Une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée, mais elle serait désastreuse pour toutes les parties concernées. La Commission a développé le concept de sécurité commune: l'idée que la coopération peut apporter la sécurité que les humains recherchent, là où la compétition militaire et la dissuasion nucléaire ont échoué. En définitive, les nations et les populations ne peuvent se sentir en sécurité que lorsque leurs homologues se sentent en sécurité.

SOMMAIRE

Avant-propos.....	3
Introduction	4
Sécurité commune 2022: Les principes	6
Un appel à l'action.....	7
Recommandations.....	8
1 Renforcer l'architecture mondiale de la paix	8
2 Un nouveau dividende de la paix - Désarmement et développement	9
3 Un contrôle des armes nucléaires et un désarmement revitalisés	10
4 Les nouvelles technologies militaires et les armes dans l'espace extra-atmosphérique	11
La Commission Olof Palme et le concept de Sécurité commune.....	13
Les risques pour la sécurité commune aujourd'hui.....	15
• Les défis à relever pour le multilatéralisme dans un monde multipolaire	15
• Le réchauffement de la planète et la crise climatique	17
• Les inégalités	18
• Pandémies actuelles et futures	20
• Régimes autoritaires – rétrécissement de l'espace démocratique	21
ANNEXES	
Annexe 1 a: Commission consultative de haut niveau	24
Annexe 1 b: Comité de pilotage.....	25
Annexe 2: Résumé des webinaires	25
Annexe 3: Documents mondiaux pertinents.....	28
Annexe 4: Principes de la Commission Palme	30

AVANT-PROPOS

En regardant les informations le matin, nous sommes confrontés à des images montrant la terrible cruauté de la guerre, à des phénomènes météorologiques extrêmes laissant des personnes sans abri et à des reportages sur l'augmentation de la pauvreté due à la pandémie de COVID-19. L'ordre international nous permettant de prévenir les guerres, d'arrêter le réchauffement climatique, de lutter contre une pandémie et de relever les défis mondiaux, ne fonctionne tout simplement pas assez bien. Nous devons le redresser. Pour notre avenir commun.

En période de crise aiguë, il faut que certains puissent regarder vers l'avenir et donner une vision d'un avenir meilleur. Il y a quarante ans, les relations entre les superpuissances étaient au plus bas. Le risque d'une guerre nucléaire dévastatrice était élevé. Dans cette situation, une commission internationale dirigée par **Olof Palme** a présenté un rapport montrant que la sécurité est quelque chose que nous créons ensemble. Des armes de plus en plus puissantes ne sont pas la solution. Le concept de sécurité commune a été établi. Cette façon de penser a joué un rôle dans les négociations ultérieures sur le désarmement et la détente.

En prenant le concept de sécurité commune comme point de départ, l'initiative **Sécurité commune 2022** a analysé le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui et certains des grands défis auxquels l'humanité est confrontée. En lisant ce rapport, j'espère que vous éprouverez un optimisme accru pour l'avenir. Il est possible de rendre le monde meilleur, si nous le faisons ensemble.

L'idée de ce projet est née d'une conversation en février 2020, entre moi-même et Philip Jennings, co-président du Bureau International de la Paix. L'initiative "Sécurité commune 2022" a travaillé avec des ressources financières et humaines limitées. Mais parce que beaucoup ont montré un enthousiasme et une volonté d'apporter leurs connaissances, nous avons créé ce document ensemble. La Confédération syndicale internationale, le Bureau international de la paix et le Centre international Olof Palme sont trois organisations différentes par nature, mais nous partageons tous la vision d'un monde plus pacifique. En commençant ce voyage, nous étions loin de nous douter de la situation dans laquelle nous nous trouverions en présentant ce rapport. Certains pourraient dire qu'il est naïf de parler de paix, de désarmement et de sécurité commune alors que le monde est au bord d'une nouvelle guerre mondiale. Mais c'est tout le contraire. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'un discours plus fort en faveur de la paix.

Je tiens à remercier chaleureusement tous les membres de notre Commission consultative de haut niveau pour le temps qu'ils ont consacré à assister aux réunions et à apporter leur contribution au rapport. La Commission est composée d'un groupe de personnes hautement qualifiées et très expérimentées, originaires du monde entier. La connaissance collective au sein de la Commission est ce qui rend cette initiative si unique. Je tiens également à remercier tous ceux qui ont participé à la série de webinaires organisés dans le cadre du projet Sécurité commune 2022. Les webinaires nous ont apporté une expertise et des idées précieuses qui sont reflétées dans ce rapport. À mes collègues membres du comité de pilotage, je dis merci pour votre temps, votre dévouement et votre engagement. Mais il y a deux personnes en particulier que je voudrais remercier de tout cœur : Björn Lindh, notre coordinateur, et Clare Santry, notre rédactrice. Sans vous deux, nous n'aurions jamais pu mener à bien ce projet.

Cette initiative ne se termine pas avec la présentation de ce rapport. Cela doit plutôt être considéré comme le début d'un travail qui doit se poursuivre pendant de longues années. Notre monde est en danger, mais ensemble nous pouvons construire notre sécurité commune.

Anna Sundström
Secrétaire générale,
Centre international Olof Palme

INTRODUCTION

Le monde est à la croisée des chemins. Il doit choisir entre une existence fondée sur la confrontation et l'agression ou une existence enracinée dans un programme de paix transformatif et la sécurité commune. En 2022, l'humanité est confrontée aux menaces existentielles de la guerre nucléaire, du changement climatique et des pandémies. À cela s'ajoute un mélange toxique d'inégalités, d'extrémisme, de nationalisme, de violence sexiste et de rétrécissement de l'espace démocratique. La façon dont l'humanité répondra à ces menaces décidera de notre survie.

Cette année marque le 40e anniversaire de la Commission indépendante Olof Palme sur les questions de désarmement et de sécurité. La Commission a présenté son rapport en 1982, au plus fort de la guerre froide, et la Commission a développé le concept de sécurité commune - l'idée que les nations et les populations ne peuvent se sentir en sécurité que lorsque leurs homologues se sentent en sécurité. La Commission Palme a défini un certain nombre de "principes", notamment que toutes les nations ont droit à la sécurité, que la force militaire n'est pas un moyen légitime de résoudre les différends entre les nations et que la réduction et la limitation des armements sont nécessaires à la sécurité mutuelle. (1) En janvier 2022, les leaders des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont déclaré conjointement qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. (2) Cette déclaration fait écho à celle du président des États-Unis, Ronald Reagan, et du secrétaire général soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, lors du sommet de Genève en 1985. (3)

Notre nouveau rapport "Sécurité commune 2022" arrive à un moment où l'ordre international est confronté à de graves défis. Une guerre dévastatrice fait rage en Europe et des conflits incessants continuent d'accabler les populations dans de trop nombreux endroits. Nous assistons à une crise mondiale marquée par l'incapacité à enrayer le changement climatique, une approche mondiale disparate et inégalitaire de la pandémie de COVID-19 et une longue liste de conflits auxquels la communauté internationale a échoué à apporter des réponses. Avant même le début de la pandémie de COVID-19, plus de six personnes sur sept dans le monde se sentaient en insécurité. (4)

Nos systèmes et structures communs - nécessaires pour assurer la sécurité, combattre la pauvreté et l'inégalité et prévenir la souffrance humaine - sont inadéquats, et souvent ignorés ou bafoués. L'avenir de l'humanité dépend de notre capacité à redresser l'ordre mondial en difficulté. Si nous ne parvenons pas à réparer nos systèmes communs, nous échouerons également dans notre lutte contre la crise climatique et les futures pandémies.

Le système de sécurité mondial est au bord du gouffre. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général des Nations unies intitulé "Our Common Agenda": "L'humanité est confrontée à un choix difficile et

(1) Voir l'annexe 4 pour les principes de la Commission Palme dans leur intégralité.

(2) The White House (3 janvier 2022) Joint Statement of the Leaders of the Five Nuclear-Weapon States on Preventing Nuclear War and Avoiding Arms Races. Disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/01/03/p5-statement-on-preventing-nuclear-war-and-avoiding-arms-races/>

(3) Ronald Reagan Presidential Library and Museums (21 novembre 1985) Déclaration conjointe des États-Unis et de l'Union soviétique sur la réunion au sommet de Genève. Disponible sur: <https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/joint-soviet-united-states-statement-summit-meeting-geneva>

(4) PNUD (2022) Nouvelles menaces pour la sécurité humaine dans l'Anthropocène: Exiger une plus grande solidarité. Disponible sur: <https://hdr.undp.org/sites/default/files/srhs2022.pdf>

urgent: effondrement ou percée ". (5) Cet effondrement devrait servir de signal d'alarme pour le monde.

Depuis la Commission Palme, il y a eu de multiples guerres et actes d'agression militaire qui témoignent d'un mépris flagrant du droit international, comme en Irak, au Yémen et plus récemment en Ukraine.

L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, alors que le présent rapport était en cours de finalisation, représente une rupture catastrophique de la sécurité commune. Elle a entraîné d'horribles pertes en vies humaines, des millions de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que des bouleversements économiques mondiaux. C'est un terrible rappel de la fragilité de la paix.

Un cessez-le-feu et un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie devront être conclus sans délai dans l'intérêt des peuples ukrainien et russe.

Cette rupture de la sécurité rappelle l'importance de la coopération internationale et du respect du droit international. Le système actuel doit être revu pour prévenir la guerre et répondre aux intérêts de sécurité commune de tous les États.

La militarisation du monde est en cours, avec une augmentation rapide des dépenses militaires accompagnée de menaces nucléaires. Mais les stratégies de dissuasion nucléaire et militaire ont catégoriquement échoué à instaurer la paix et la stabilité. Il est temps de renouveler le système de sécurité mondial, sur la base de principes de sécurité commune. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'un système multilatéral fort et efficace pour la paix et la sécurité.

Pour inverser le cours des choses, nous devons

- Réaffirmer la Charte des Nations unies fondée sur les droits et obligations de "nous, les peuples". (6) La coopération internationale et le respect du droit international doivent être les principes fondamentaux de tous les États.
- Revitaliser et mettre en œuvre l'appel du Secrétaire général de l'ONU en faveur d'un cessez-le-feu mondial, comme point de départ des processus de paix dans les différentes régions du monde.
- Renforcer de toute urgence le respect du droit international humanitaire, étant donné les dommages croissants causés aux civils dans les conflits récents.
- Prendre conscience que la paix et la sécurité mondiales ne peuvent être atteintes que conjointement - que si votre homologue n'est pas en sécurité, vous ne le serez pas non plus. Il faut respecter l'interdiction du recours à la force énoncée dans la Charte des Nations unies et l'inviolabilité des frontières. (7)
- Reconnaître que la menace de guerre nucléaire et le changement climatique sont tous deux des menaces existentielles pour l'humanité.
- Renforcer la confiance entre les États et les peuples, afin que des pays ayant des systèmes, des cultures, des religions et des idéologies différents puissent travailler ensemble sur les défis mondiaux.
- Construire un ordre mondial fondé sur les besoins humains. Il n'y a pas de développement sans paix, ni de paix sans développement. Et ni l'un ni l'autre ne sont possibles sans le respect des droits de l'homme.
- Assurer une gouvernance inclusive à tous les niveaux de la société, afin de préserver les principes démocratiques et l'inclusion des femmes, des jeunes et des minorités.

Quarante ans après la Commission Palme, les défis de notre société mondiale interdépendante exigent, plus que jamais, la collaboration et le partenariat plutôt que l'isolement et la méfiance. La sécurité commune concerne les êtres humains, pas seulement les nations. Aujourd'hui, en 2022, il est temps de déterminer si la sécurité commune peut nous aider à sortir du gouffre.

(5) Nations Unies (2021) Notre agenda commun - Rapport du Secrétaire général. Disponible sur : <https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/>

(6) ONU (1945) Charte des Nations Unies. Préambule. Disponible sur : <https://www.un.org/en/about-us/un-charter/preamble>

(7) ONU (1945) Charte des Nations Unies. Article 2-4 Disponible sur : <https://www.un.org/en/about-us/un-charter/chapter-1>

SÉCURITÉ COMMUNE 2022

LES PRINCIPES

Bien que le monde soit aujourd'hui très différent de ce qu'il était il y a quarante ans, le projet Sécurité commune 2022 s'est penché sur le passé pour voir si le concept original de Sécurité Commune était toujours d'actualité et comment il pourrait être adapté pour être pertinent et efficace pour notre époque. C'est dans cette perspective que nous avons établi dans ce rapport six nouveaux principes de sécurité commune. Ces principes conservent l'esprit de la Commission Palme mais reflètent les nouvelles menaces et les complexités du monde moderne.

1. Toutes les personnes ont droit à la sécurité humaine: être à l'abri de la peur et à l'abri du besoin.
2. L'instauration de la confiance entre les nations et les peuples est une condition fondamentale pour une existence humaine pacifique et durable.
3. Il ne peut y avoir de sécurité commune sans désarmement nucléaire, sans fortes limitations des armes conventionnelles et sans réduction des dépenses militaires.
4. La coopération mondiale et régionale, le multilatéralisme et l'État de droit sont essentiels pour relever de nombreux défis mondiaux.
5. Le dialogue, la prévention des conflits et les mesures de confiance doivent remplacer l'agression et la force militaire comme moyen de résoudre les différends.
6. L'amélioration de la réglementation, le droit international et la gouvernance responsable doivent également être étendus et s'appliquer aux nouvelles technologies militaires, notamment dans le domaine du cyberspace, de l'espace extra-atmosphérique et de l'"intelligence artificielle".

UN APPEL À L'ACTION

La nécessité de s'éloigner de l'idée de la dissuasion nucléaire comme fondement de la sécurité internationale est plus urgente que jamais. Les menaces nucléaires utilisées par les nations révèlent la base fragile sur laquelle la dissuasion nucléaire est censée fonctionner. L'humanité ne survivra pas à une guerre nucléaire, et nous ne pouvons pas non plus nous y préparer ou en atténuer les conséquences. Il faut donc trouver une autre voie. Une approche positive et coopérative de la sécurité doit être développée, afin que les personnes et les gouvernements se sentent en sécurité. La sécurité commune est l'alternative à la compétition nucléaire et à la menace de destruction massive.

La pandémie COVID-19 a démontré que sans coopération internationale, il est très difficile de faire face à une crise mondiale. Des changements progressifs ne suffiront pas à sauver l'humanité. L'action au niveau des gouvernements doit être complétée par une action au niveau des communautés locales. Un nouveau contrat social doit être établi, et un nouveau dialogue de paix devra remplacer le récit de la militarisation et de la compétition. Cette approche devrait placer la responsabilité, la vérification et la transparence au cœur de ses préoccupations.

La sécurité commune ne requiert pas seulement l'action des gouvernements, mais aussi celle des parlements nationaux et de la société civile - y compris les ONG, les mouvements pour la justice sociale et la paix, les communautés religieuses, les mouvements de femmes et de jeunes et les syndicats. En outre, le secteur des entreprises a la responsabilité de respecter les droits de l'homme et de contribuer à la sécurité humaine, comme le stipulent les "Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme". (8)

Il existe un besoin urgent d'institutions et de lois qui engagent et impliquent les citoyens, et pas seulement les responsables politiques et les décideurs, dans les discussions transfrontalières, le commerce plus équitable, les solutions climatiques, la réduction des inégalités, la paix et l'instauration de la confiance. La société civile doit agir comme un chien de garde, une force de motivation et un contrepoids aux postures politiques - avec le concours des mesures de vérification et de renforcement de la confiance incluses dans les traités existants et nouveaux. En outre, les organisations non gouvernementales doivent jouer un rôle actif dans le travail de plaidoyer et de sensibilisation - non seulement en matière de sécurité commune, mais aussi de militarisation, de conversion juste et autres. Le dialogue au niveau diplomatique devrait également impliquer la société civile organisée - à la fois parallèlement et séparément du dialogue intergouvernemental.

La menace de guerre et ses conséquences n'ont pas diminué au fil des années. Mais la volonté politique, le pouvoir populaire et une attitude collective peuvent conduire au changement. Il est encore temps d'être innovateur et ambitieux pour redéfinir la sécurité et réimaginer notre monde.

(8) Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (2011) Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Disponible sur: https://www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf

RECOMMANDATIONS

Les recommandations de l'initiative "Sécurité commune 2022" sont des indications, ou des pas en avant, dans le processus visant à éliminer la menace de l'anéantissement nucléaire et à inverser la logique nourrissant la guerre. Il s'agit de mesures pratiques, mais elles établissent aussi une vision d'un monde meilleur et plus sûr. Elles visent à motiver l'opinion publique et à avoir un impact positif sur les responsables politiques et les décideurs quant à ce qui est nécessaire et réalisable. C'est à d'autres qu'il appartient de faire avancer ces propositions, en particulier aux Nations unies, avec un engagement plus large de la société civile plutôt que des seuls gouvernements. Les recommandations de ce rapport ne sont aucunement exhaustives ou définitives. Il reste encore beaucoup à faire pour concrétiser la vision d'Olof Palme sur la sécurité commune.

Ces recommandations émanent de leaders d'opinion et d'experts mondiaux qui ont participé au Projet Sécurité commune 2022. Les recommandations devraient être diffusées à travers des organisations et des forums représentatifs, tels que le Sommet social des Nations unies, le Forum social mondial et le Forum économique mondial, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Conférence des Nations unies sur le désarmement (CD), la Conférence sur la sécurité de Munich et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Les recommandations seront également diffusées par l'intermédiaire des médias sociaux et traditionnels, des organisations de masse et de la société civile, notamment les militants pour la paix et l'environnement, les communautés religieuses, les syndicats et les mouvements de femmes, de jeunes et de défense des droits civils et antiracistes.

Les recommandations sont axées sur quatre domaines principaux:

1. Renforcer l'architecture mondiale pour la la paix
2. Un nouveau dividende de la paix – désarmement et développement
3. Revitalisation du contrôle des armements nucléaires et du désarmement
4. Nouvelles technologies militaires et armes déployées dans l'espace extra-atmosphérique

1. Renforcer l'architecture mondiale de la paix

Le système multilatéral a été mis à rude épreuve ces dernières années. Il est urgent de renforcer les structures qui maintiennent la paix et qui préviennent et gèrent les conflits. Le multilatéralisme doit également relever le défi crucial du changement climatique et de la création d'une architecture mondiale adaptée pour se préparer et répondre aux pandémies.

1.1 Encourager les organismes régionaux, tels que l'Union africaine, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), le Conseil de coopération du Golfe et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à élaborer des cadres qui intègrent les principes de la sécurité commune et à mettre en place des structures capables d'agir comme médiateur et d'instaurer la confiance entre les parties antagonistes. Dissuader la création de nouvelles alliances militaires et réévaluer les alliances militaires existantes - en utilisant comme alternative une coopération basée sur la sécurité commune.

1.2 Établir ou renouveler une architecture de paix mondiale et régionale, en s'inspirant du modèle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Organiser un processus d'Helsinki II en

2025 – 50 ans après le premier accord d’Helsinki qui a jeté les bases de l’OSCE et proposé que les droits de l’homme et la liberté d’expression soient le fondement de la paix.

1.3 Soutenir la reprise des discussions sur la stabilité stratégique entre les Etats-Unis et la Russie et la reprise du dialogue stratégique entre les Etats-Unis et la Chine, en vue de l’élimination définitive de toutes les armes de destruction massive.

1.4 Intégrer les risques sécuritaires liés au climat dans les stratégies de prévention des conflits des Nations Unies. S’engager à partager les technologies vertes, à redistribuer les ressources militaires pour faire face à la menace climatique et à promouvoir des solutions alternatives aux problèmes environnementaux. Garantir la justice pour les nations les plus touchées par le changement climatique - par le biais de réparations, de relocalisations et de soutien aux infrastructures résistantes au climat.

1.5 Établir des conférences de paix régulières des Nations unies, sur la base du rapport des Nations unies intitulé “Notre agenda commun”, en suivant le modèle de la Conférence des parties (COP) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Organiser des conférences de la paix tous les trois ans afin d’examiner les progrès réalisés en matière de traités de contrôle des armements, de combler les lacunes du dialogue de paix et d’ouvrir la voie à des accords intergouvernementaux. Placer la société civile au centre des discussions, à l’instar de ce que l’Organisation internationale du travail (OIT) tripartite est capable de faire dans son mode de fonctionnement.

1.6 Élargir le mandat et les ressources du Fonds et de la Commission de consolidation de la paix des Nations unies pour les utiliser dans les processus de dialogue transnational, les contacts et la collaboration entre les peuples et la mobilisation démocratique. Perpétuer l’accent mis par le Fonds sur les solutions de consolidation de la paix centrées sur les femmes. Utiliser le Fonds pour augmenter le nombre d’universités, de collèges et de congrès pour la paix multidisciplinaires, multiculturels et multiconfessionnels, en veillant à ce qu’ils soient présents dans les régions et les nations exposées aux conflits. Ces institutions donnent aux jeunes générations les connaissances, les compétences et les outils nécessaires pour créer les conditions et les institutions nécessaires à la résolution pratique des conflits et à la paix.

1.7 Renforcer le programme international pour les femmes, la paix et la sécurité en fixant un objectif de 50% de participation des femmes à tous les niveaux des engagements internationaux en matière de paix et de sécurité.

1.8 Réformer l’ONU pour donner plus de pouvoir et d’autorité à l’Assemblée générale - en particulier sur les questions de sécurité - afin d’éviter que des Etats-membres individuels ne paralysent l’ensemble du système de sécurité commune de l’ONU.

2. Un nouveau dividende de la paix - Désarmement et développement

La communauté internationale doit trouver le moyen de créer un intérêt direct pour la paix, avec pour objectif un désarmement général et complet. Cela signifie également qu’il faut trouver des moyens innovants d’utiliser les équipements et l’expertise à des fins pacifiques et de soutenir la transition du personnel militaire vers des professions non militaires - l’idée de "transformer les armes en parcs éoliens" (9)

(9) Entretien avec Hilary Wainwright lors du webinaire The World After Covid-19 : Investir dans la paix et le développement, pas dans la guerre et les conflits (15 février 2022). Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=IRZsg8ELYrY>

Plus qu'un simple avantage financier, ce nouveau dividende de la paix devrait aider à s'attaquer aux causes des conflits et de la peur - comme le changement climatique, les inégalités, les migrations, la rareté des ressources et les pandémies.

2.1. Renforcer le droit international et revitaliser les traités dans le domaine du désarmement, du contrôle des armes, de la non-prolifération et du commerce des armes - en particulier le traité sur le commerce des armes (TCA). Établir des règles internationales strictes concernant l'exportation et l'utilisation des armes légères et de petit calibre, les violations du droit humanitaire international, la criminalité violente et le terrorisme. Adopter une déclaration politique contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones habitées et renforcer les engagements existants, tels que la "Déclaration sur la sécurité des écoles" qui protège les écoles et les universités contre les attaques.

2.2. Convoquer une assemblée générale spéciale des Nations unies pour le désarmement en 2023/2024 afin de prendre l'engagement mondial de réduire les dépenses militaires de deux pour cent par an. Fixer l'ambition mondiale d'abolir les armes nucléaires afin de libérer plus de 72 milliards de dollars par an. (10)

2.3. Utiliser la réduction des dépenses militaires pour générer un "dividende de la paix" mondial afin de financer les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, la consolidation de la paix par les Nations Unies, et une transition juste vers des emplois respectueux du climat. Créer une institution des Nations unies pour la "conversion équitable" et viser à créer 575 millions de nouveaux emplois d'ici 2030 - en convertissant les emplois et les technologies de l'industrie de l'armement en innovations environnementales et sanitaires, en vaccins et en traitements. Réduire les dépenses en personnel militaire en créant des options de service civil comme alternative au service militaire.

2.4. Investir dans la sécurité humaine en créant un nouveau contrat social qui s'attaque aux inégalités et construit une société plus inclusive, résiliente et pacifique. Forger le nouveau contrat social en mettant en œuvre la déclaration du centenaire de l'OIT de 2019 ; en organisant un sommet social mondial en 2025 ; en mettant en place un fonds mondial de protection sociale ; en créant un socle universel de droits des travailleurs ; en établissant un traité multilatéral contraignant qui impose aux entreprises une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme dans toutes les chaînes d'approvisionnement, et en régularisant plus d'un milliard d'emplois informels et de plateformes. Renforcer la lutte contre les inégalités en créant une commission mondiale et un instrument de réglementation axés sur les niveaux et les systèmes d'imposition transnationaux, sur les flux financiers illicites, ainsi que sur les systèmes nationaux de sécurité sociale et la fiscalité.

3. Un contrôle des armes nucléaires et un désarmement revitalisés

La reconnaissance du fait qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée exige l'abolition complète des armes nucléaires. Les premières mesures du processus de désarmement nucléaire complet doivent être prises sans délai et de bonne foi. L'impératif de prévenir les conséquences humanitaires catastrophiques d'une guerre nucléaire devrait unifier la communauté internationale et souligner l'urgence de progresser.

3.1 Rétablir les traités de contrôle des armements, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires et leurs vecteurs, par exemple le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Dans un premier temps, un moratoire sur le déploiement des systèmes terrestres INF en Europe devrait être adopté. Les parties au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) doivent de toute urgence élaborer et présenter des

(10) ICAN (2020) Enough Is Enough : 2019 Global Nuclear Weapons Spending. Disponible sur : <https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/ican/pages/1549/attachments/original/1589365383/ICAN-Enough-is-Enough-Global-Nuclear-Weapons-Spending-2020-published-13052020.pdf?1589365383>

plans concrets et transparents, assortis de calendriers, sur la manière dont ils entendent mettre en œuvre leur obligation de désarmement nucléaire. Veiller à ce que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) entre en vigueur. Les négociations doivent commencer sur un traité interdisant toute production supplémentaire de matières fissiles pour une utilisation dans les armes nucléaires. Rétablir et développer des mesures de confiance, telles que le traité "Ciel ouvert".

3.2 Les États sont encouragés à signer et à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Les États dotés d'armes nucléaires devraient s'engager dans le traité et envoyer des observateurs à la réunion des États parties.

3.3 Reprendre d'urgence les réductions des armes nucléaires, en vue de parvenir à l'élimination de toutes les armes de destruction massive. Prioriser les États qui possèdent le plus d'ogives nucléaires, mais inclure dès le départ tous les États dotés d'armes nucléaires. Cesser de développer de nouvelles armes nucléaires, ainsi que de moderniser et d'améliorer les arsenaux nucléaires. Les États dotés d'armes nucléaires et les États bénéficiant d'accords de dissuasion nucléaire élargie devraient s'engager avec les États non dotés d'armes nucléaires dans un processus sérieux pour discuter de la manière de sortir du paradigme de la dissuasion nucléaire et pour développer des approches et des politiques de sécurité alternatives.

3.4 Tous les États dotés d'armes nucléaires doivent adopter une politique stricte de "non-utilisation en premier".

3.5 Reprendre l'idée de créer des zones exemptes d'armes nucléaires, notamment au Moyen-Orient/Asie occidentale, en Asie du Nord-Est et en Europe.

3.6 Le Plan d'action global commun (JCPOA), connu sous le nom d'accord sur le nucléaire iranien, doit être pleinement rétabli et appliqué fidèlement par tous les signataires. (11)

3.7 Les États qui ont procédé à des essais nucléaires doivent fournir une assistance immédiate aux victimes et une remise en état de l'environnement, en particulier pour les communautés autochtones.

4. Les nouvelles technologies militaires et les armes dans l'espace extra-atmosphérique

La révolution numérique nous offre des technologies de l'information et de la communication qui nous facilitent la vie, mais elle crée aussi de nouveaux risques. On développe des systèmes d'armes militaires modernes qui ont un impact profond sur l'humanité et soulèvent de graves questions juridiques et éthiques. Les nouvelles technologies d'armement doivent être réglementées ou interdites.

4.1 Interdire les cyberattaques contre les systèmes de commandement et de contrôle nucléaires, accompagné par un décroisement des systèmes de commandement et de contrôle des armes conventionnelles et nucléaires.

4.2 Interdire les systèmes d'armes autonomes, afin que l'homme garde le contrôle des armes et des conflits armés.

4.3 Interdire les systèmes automatisés de commande et de contrôle des armes nucléaires.

(11) Chine, France, Allemagne, Iran, Russie, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique (retirés de l'accord), Union européenne

4.4 Interdire les attaques contre les satellites d'alerte précoce basés dans l'espace et les systèmes de communication d'alerte précoce.

4.5 Renforcer le traité sur l'espace extra-atmosphérique et instaurer une nouvelle culture de gouvernance responsable de l'espace afin d'empêcher une militarisation accrue de ce domaine. Renforcer le droit international de l'espace afin de préserver son utilisation à des fins pacifiques et au bénéfice de l'humanité tout entière.

4.6 Limiter le nombre de missiles hypersoniques et établir un calendrier pour l'interdiction de ces armes.

LA COMMISSION OLOF PALME ET LE CONCEPT DE SÉCURITÉ COMMUNE

Au début des années 1980, la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité, dirigée par le Premier ministre suédois Olof Palme, a développé le concept de sécurité commune. C'est l'idée que la coopération est le seul moyen de procurer la sécurité que les humains recherchent, là où la compétition militaire et la dissuasion nucléaire ont échoué. Dans ses réflexions initiales, Palme affirmait également que moins d'armes, plutôt que plus d'armes, conduit à une sécurité accrue pour tous. Comme le dit le ministre suédois des Affaires européennes, Hans Dahlgren, qui a travaillé pour la Commission Palme, "nous ne pouvons pas atteindre une sécurité durable avec un adversaire en menaçant sa vie"(12)

La Commission indépendante a été créée en 1980. Elle se composait de 14 personnalités du monde entier, y compris des États-Unis et d'Union soviétique. Ses membres étaient principalement d'anciens responsables politiques et des diplomates. Tous, à l'exception d'une seule personne, l'ancienne Première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland, étaient des hommes.

Deux ans plus tard, à l'issue de réunions et de recherches approfondies, la Commission a publié le rapport intitulé "Sécurité commune: un programme de désarmement". Ce rapport exposait les conséquences horribles d'un conflit nucléaire et dénonçait l'idée fallacieuse selon laquelle la dissuasion nucléaire assure la sécurité. Comme l'indique le rapport, "la sécurité internationale doit reposer sur un engagement à survivre ensemble plutôt que sur une menace de destruction mutuelle ". (13)

A l'époque de la Commission Palme, les tensions de la guerre froide et la perspective effrayante d'une guerre nucléaire dominaient l'agenda international. Les principes et recommandations proposés dans le rapport reflétaient la dynamique mondiale dominante à l'époque: l'affrontement entre deux superpuissances - l'Union soviétique et les États-Unis. C'est la raison pour laquelle la Commission Palme s'est presque entièrement concentrée sur les États-nations et la menace prépondérante des armées nationales.

Les recommandations de la Commission Palme étaient de grande envergure. Elles comprenaient: des réductions et des limitations qualitatives des forces nucléaires, une zone exempte d'armes nucléaires en Europe, une interdiction des systèmes antisatellites, une adhésion universelle au Traité de non-prolifération et la conversion d'une grande partie des efforts militaires, scientifiques et technologiques à des fins civiles. (14)

(12) Entretien avec Hans Dahlgren lors du lancement de l'initiative Sécurité commune 2022 (14 juin 2021). Disponible sur: <https://commonsecurity.org/2021/06/14/launch-event/>

(13) Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité (1982) Common Security: A Programme for Disarmament (Londres : Pan World Affairs). Page ix.

(14) Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité (1982) Common Security: A Programme for Disarmament (Londres: Pan World Affairs) Page 140-181.

Le concept de sécurité commune, élaboré par la Commission Palme, s'est révélé important dans les années qui ont suivi la publication du rapport. Le président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a cité l'importance de l'idée de sécurité commune en mars 1986, marquant ainsi le début de la fin de la guerre froide. (15) Pourtant, malgré les avancées en matière de désarmement des années 1980, les idées et les recommandations de la Commission Palme n'ont, pour la plupart, pas été retenues ou suivies d'effets.

Les préoccupations et l'orientation du rapport original ont une résonance troublante en 2022. La guerre froide des années 1980, la menace nucléaire et le risque de conflit entre grandes puissances sont de nouveau d'actualité dans le contexte mondial actuel. Mais l'idée de sécurité doit être élargie au-delà des États-nations pour inclure tous les peuples. Les êtres humains désirent, et ont droit à la sécurité. Quarante ans après la Commission Palme, le monde est également confronté à de nouvelles menaces existentielles qui ne tiennent pas compte des frontières nationales, comme le changement climatique et les pandémies.

(15) Entretien avec Hans Dahlgren lors du lancement de Sécurité commune 2022 (14 juin 2021). Disponible sur: <https://commonsecurity.org/2021/06/14/launch-event/>



Hans Dahlgren

Ministre des Affaires européennes, Suède

Ancien assistant d'Olof Palme au secrétariat de la Commission Palme

"Le résultat le plus important du travail de la Commission Palme a été le concept de sécurité commune lui-même. Le fait qu'en plein milieu de la guerre froide, nous ayons pu montrer que dans une guerre nucléaire il ne pouvait y avoir de vainqueurs, et donc que nous devons rechercher la sécurité ensemble.

Il a fallu un certain temps avant que le concept ait un impact. Mais à la fin des années 1980, alors qu'Olof Palme était déjà mort, Reagan et Gorbatchev se sont rencontrés pour des discussions sur le désarmement, en reprenant presque mot pour mot les propos de la Commission Palme. De fait, ces négociations étaient sur le point de déboucher sur l'abolition complète des armes nucléaires.

La proposition la plus controversée issue de la Commission, et celle qui a suscité le plus de discussions, concernait une zone exempte de champs de bataille et d'armes nucléaires en Europe centrale. Aujourd'hui, je souhaiterais que davantage de dirigeants dans le monde prennent le temps de lire et de réfléchir aux idées de la Commission Olof Palme, même si celle-ci a été constituée il y a quarante ans.

Le concept de sécurité commune peut également être appliqué à l'autre menace existentielle à laquelle nous sommes tous confrontés aujourd'hui : la crise climatique. Comme Greta Thunberg et d'autres nous l'ont si bien expliqué, nous sommes tous dans le même bateau et nous devons inverser la tendance avant qu'il ne soit trop tard. La survie de notre planète dépend de ce que nous faisons maintenant, ensemble. C'est aussi une question de sécurité commune".

LES RISQUES D'AUJOURD'HUI POUR LA SÉCURITÉ COMMUNE

En 2022, l'existence humaine est confrontée à des menaces et à des défis à la fois anciens et nouveaux. Il existe également des problèmes qui apparaissent il y a quarante ans, mais qui se sont accentués ces dernières années. L'invasion russe de l'Ukraine s'est accompagnée d'une menace d'utilisation d'armes nucléaires, ce qui est un écho alarmant à la rhétorique de la guerre froide. Mais il existe aussi d'autres défis auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui. La crise climatique représente un risque existentiel énorme pour l'humanité. Parallèlement, les inégalités et la montée de l'autoritarisme ont un effet corrosif et insidieux sur la société mondiale. Les risques actuels pour la sécurité commune peuvent être classés en six grands thèmes:

- **Les défis à relever pour le multilatéralisme dans un monde multipolaire**

En 1982, le monde était divisé en deux camps; mais depuis la fin de la guerre froide, de nouvelles puissances sont apparues sur la scène mondiale avec des intérêts et des alliances différents. Pourtant, malgré ces réalignements géopolitiques, la concurrence stratégique et les luttes de pouvoir entre les nations se poursuivent sans relâche. Les frontières se sont déplacées et les alliances ont grandi et rétréci, mais les conflits et la violence restent constants. Selon l'Institut de Heidelberg pour la recherche sur les conflits internationaux, le nombre de guerres de grande ampleur est passé de 15 à 21 entre 2019 et 2020. (16) Dans son discours à l'occasion du 75e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations unies, le Secrétaire général de l'ONU a averti que "les guerres conventionnelles sont de plus en plus enracinées et difficiles à résoudre. Les tensions géopolitiques s'intensifient. La menace de la prolifération et de la confrontation nucléaires est de retour". (17)

Les défis critiques auxquels le monde est confronté exigent un engagement renouvelé en faveur de la coopération stratégique par le biais du multilatéralisme et du renforcement des institutions. Mais au lieu de cela, le monde est entré dans une nouvelle ère de confrontation et de concurrence stratégiques. L'inviolabilité des frontières et le respect de l'intégrité territoriale des États sont sapés et méprisés. L'invasion russe de l'Ukraine est un exemple de violation flagrante de la Charte des Nations unies sur laquelle repose le multilatéralisme. La valeur du système international fondé sur des règles existe toujours, mais il est de plus en plus en crise, les règles étant ignorées et violées.

Le respect des principes fondamentaux du droit humanitaire international est de plus en plus menacé, comme en témoignent les conflits récents en Irak, en Palestine/Israël, au Yémen, en Syrie et en Ukraine. Ces

(16) Institut de Heidelberg pour la recherche sur les conflits internationaux (2021) Baromètre des conflits. Disponible sur: <https://hiik.de/conflict-barometer/current-version/?lang=en>

(17) Nations Unies (10 janvier 2021) Remarques du Secrétaire général lors de la commémoration du 75e anniversaire de la première réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies [telles que prononcées]. Disponible sur: <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2021-01-10/secretary-generals-remarks-the-commemoration-of-the-75th-anniversary-of-the-first-meeting-of-the-united-nations-general-assembly-delivered/>

conflits ont été marqués par d'horribles pertes civiles, l'utilisation d'armes explosives dans des zones densément peuplées et le ciblage délibéré d'écoles, d'hôpitaux et d'infrastructures civiles vitales, comme l'approvisionnement en eau et en énergie.

Trop souvent, les solutions militaires sont la réponse par défaut aux litiges dans le monde. Le rôle du "complexe militaro-industriel" - lorsqu'un élément de l'économie exerce une influence politique inappropriée - doit être abordé pour rendre la sécurité commune viable. Si tout profit et toute richesse résultant de la guerre et de la destruction sont moralement odieux, les gouvernements doivent, à tout le moins, veiller à ce que les dépenses militaires ne viennent pas à exercer un pouvoir autonome et autoreproducteur sur les décisions politiques. En outre, l'énorme investissement dans le personnel militaire à travers le monde est un gaspillage catastrophique de capacités. Au niveau mondial, les États-Unis, la Chine, la Corée du Nord et la Russie emploient le plus grand nombre de personnes dans l'industrie de l'armement. Cinquante pour cent du budget militaire des pays de l'OTAN est consacré au personnel (18).

L'égalité des sexes dans la quête de la paix et de la sécurité est un sujet relativement peu abordé par la Commission Palme. Pourtant, les femmes, les hommes, les garçons et les filles sont inégalement touchés par les crises de sécurité. Les femmes et les enfants sont souvent les tout premiers indicateurs d'une crise humanitaire. Les statistiques montrent que lorsque les femmes sont à la table des négociations, les accords de paix ont plus de chances de durer 15 ans ou plus. (19) Mais entre 1992 et 2019, les femmes ont constitué, en moyenne, seulement 13 % des négociateurs. En outre, seuls 6 % des signataires des principaux processus de paix dans le monde étaient des femmes. (20)

Dans un monde de plus en plus multipolaire, les conflits et les situations d'urgence au niveau régional ont souvent des répercussions sur l'arène mondiale. La diplomatie et les canaux de communication ouverts entre les pays sont plus essentiels que jamais, comme le démontrent les dissensions entre les États-Unis et la Chine et entre les États-Unis et la Russie. Taïwan et la mer de Chine méridionale sont des points chauds de la rivalité entre les États-Unis et la Chine où un incident entre des navires ou des avions de guerre pourrait avoir des conséquences terribles. L'Ukraine est devenue, avec des conséquences horribles, un épïcêtre de la confrontation entre la Russie et les États-Unis et l'OTAN.

Au XXI^e siècle, les populations et les nations ne peuvent espérer s'isoler du reste du monde pour vivre en sécurité. Il est clair que les problèmes mondiaux ne peuvent être résolus par des nations seules, mais uniquement par une coopération multilatérale entre elles. Pourtant, de nombreux pays ne recherchent pas cette coopération, et cet égoïsme national menace notre avenir commun.

La Commission Palme a cherché à renforcer le pouvoir de l'ONU au service de la paix. Aujourd'hui, le rôle de l'ONU dans le maintien et la consolidation de la paix est l'un des exemples les plus visibles de la coopération internationale. Mais l'autorité des Nations unies et la confiance en l'ONU en tant que principal organe de gouvernance mondiale sont de plus en plus fragilisées et remises en question.

(18) entretien avec Michael Brozka du SIPRI lors du webinaire "Le monde après Covid-19" : investir dans la paix et le développement, et non dans la guerre et les conflits (15 février 2022). Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=IRZsg8ELyY>

(19) ONU Femmes (2015) Une étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Disponible sur : <https://wps.unwomen.org/participation/>

(20) Council on Foreign Relations (2020) La participation des femmes aux processus de paix. Disponible sur : <https://www.cfr.org/womens-participation-in-peace-processes/>

La confrontation géopolitique actuelle se déroule sur de nombreux fronts. La guerre dite "hybride" concerne l'économie, le commerce, la philosophie politique, les principes démocratiques, la technologie et la puissance militaire. Le recours à la désinformation, aux mandataires et aux cyberattaques brouille la ligne de démarcation entre les combattants et les civils et engendre la méfiance entre les nations et les peuples.

On estime que deux milliards de personnes vivent dans des pays touchés par des conflits et en 2020, on comptait 56 conflits impliquant des États, un nombre record. (21) . Il existe également des conflits "gelés" qui se présentent sous différentes formes. Il s'agit parfois d'un conflit passé qui n'a pas trouvé de solution stable, par exemple il n'y a jamais eu d'accord de paix officiel mettant fin à la guerre de Corée. Dans d'autres cas, il s'agit de terres ou de mers contestées ou occupées, comme le Sahara occidental, des territoires géorgiens, le Nagorno-Karabakh et la Transnistrie. Si certains de ces conflits opposent des États distincts, d'autres sont des guerres civiles, des insurrections et des actions de guérilla - comme en Inde centrale. Plusieurs sont, en partie des conflits par procuration, où les combattants effectifs sont influencés par, fournis par ou agissent à la demande de puissances mondiales ou régionales. L'occupation par Israël du territoire palestinien est encore plus complexe, bien qu'elle comporte des éléments de plusieurs typologies. D'autres conflits non résolus, par exemple entre l'Inde et le Pakistan, impliquent des États qui ont acquis des armes nucléaires.

Un monde multipolaire exige que la sécurité commune soit promue par le biais du multilatéralisme. Ce multilatéralisme doit faire preuve de sensibilité et s'adapter aux différents conflits et aux différentes régions.

- **Le réchauffement de la planète et la crise climatique**

Outre les armes nucléaires, le monde est confronté à une nouvelle menace existentielle sous la forme de la crise climatique. Les risques liés au climat ont des répercussions considérables pour la santé de l'humanité et de la planète. Si rien n'est fait pour y remédier, le changement climatique jettera une ombre majeure sur la survie de l'humanité.

Le changement climatique affecte déjà la vie des gens dans le monde entier. L'augmentation de la température mondiale alimente les sécheresses et les incendies de forêt. Le mois de juillet 2021 a été le mois le plus chaud jamais enregistré, et la dernière décennie est la plus chaude depuis le début des relevés. (22) Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les tempêtes et les inondations, menacent la vie et les moyens de subsistance des gens et exposent des millions de personnes à une insécurité alimentaire et hydrique aiguë, notamment en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et du Sud, dans les petits États insulaires en développement (PEID) et dans l'Arctique. (23)

De nombreux autres défis environnementaux majeurs sont liés à la crise climatique. La perte de biodiversité et d'habitat, ainsi que l'appauvrissement de ceux qui étaient autrefois capables de subsister sur leur terre, ne sont que quelques exemples. D'autres effets du changement climatique, comme l'élévation du niveau de la mer, prendront plus de temps à se manifester.

(21) ONU (janvier 2022) Consolidation de la paix et maintien de la paix : Rapport du Secrétaire général A/76/668-S/2022/66. Parag. 3, page 2. Disponible sur: https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/sg_report.peacebuilding_and_sustaining_peace.a.76.668-s.2022.66.corrigé.e.pdf

22. PowerPoint d'Ulrich Eberle (Fellow, Future of Conflict, International Crisis Group) lors du webinaire There is Need for a Common Agenda for Peace and Climate (19 octobre 2021). Disponible sur: <https://commonsecurity.org/2021/09/30/there-is-need-for-a-common-agenda-for-peace-and-climate/>

23. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2022) Changement climatique 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Disponible sur: https://report.ipcc.ch/ar6wg2/pdf/IPCC_AR6_WGII_FinalDraft_FullReport.pdf

En raison de la division sexuée du travail, les femmes sont souvent chargées de collecter l'eau et de trouver de la nourriture et du combustible, en particulier dans les zones rurales. Les femmes sont donc affectées de manière disproportionnée par les changements dans la disponibilité des ressources naturelles.

Pourtant, les femmes sont toujours désavantagées en termes de propriété foncière et de contrôle de ces ressources. Exclure les femmes de la gestion des ressources naturelles et des stratégies d'atténuation du changement climatique est à la fois une erreur manifeste et une occasion manquée. Comme le dit l'Institut de Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité : " Là où les femmes peuvent surmonter les obstacles structurels à leur participation, elles sont particulièrement bien placées pour contribuer à la gestion durable des ressources naturelles, à la résilience des communautés face au climat, et au renforcement de la paix et de la stabilité. (24)

Lorsque les problèmes environnementaux - comme le manque d'eau - prennent trop d'ampleur, il en résulte des troubles sociaux, des conflits et des guerres. On constate un recoupement alarmant entre la dégradation écologique et les conflits. Sur les 15 pays les plus exposés aux menaces écologiques dans le monde, 11 sont actuellement en conflit. Dans le même ordre d'idées, à la fin de 2020, les conflits ont forcé 34 millions de personnes à quitter leur pays d'origine. Sur ce total, 68 % provenaient des 30 pays décrits comme des "zones névralgiques sur le plan écologique" par le Institute for Economics and Peace. (25)

Le changement climatique est un multiplicateur de risques pour toutes les vulnérabilités et tensions. Le changement climatique favorise les inégalités, accroît l'insécurité, déstabilise les relations existantes, alimente les migrations forcées et intensifie la concurrence pour des ressources essentielles et rares.

Cependant, l'activisme et la détermination du mouvement de lutte contre le changement climatique au cours des dernières années ont uni les populations et les nations. Il existe désormais un élan en faveur de la coopération climatique, qui est porté par le pouvoir des peuples. Le changement climatique offre une occasion unique de fédérer les actions collectives en faveur de la paix mondiale.

- **Les inégalités**

La Commission Olof Palme s'est réunie entre 1980 et 1982. Au cours des années 1980 et suivantes, la mondialisation néolibérale est devenue le modèle économique dominant. L'individualisme et la maximisation des profits, associés à un investissement minimal dans l'emploi, les salaires et la sécurité sociale, ont laissé le monde en proie à la bombe à retardement des inégalités criantes.

Il y a un siècle fut créée l'OIT, en partant du principe qu' "une paix universelle et durable ne peut être établie que si elle est fondée sur la justice sociale". (26) De même, la Commission Palme a averti que l'inégalité économique, la pauvreté et la privation constituaient des menaces majeures pour la sécurité, et que "la paix et la prospérité sont les deux faces d'une même médaille". (27)

(24) Georgetown Institute for Women, Peace and Security (2021) The Climate-Gender-Conflict Nexus : Amplifier les contributions des femmes à la base. Disponible sur : <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2021/01/The-Climate-Gender-Conflict-Nexus.pdf>

(25) Institute for Economics and Peace (2021) Ecological Threat Report 2021 : Comprendre les menaces écologiques, la résilience et la paix. . Disponible sur : <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2021/10/ETR-2021-web.pdf>

(26) Organisation internationale du travail (1919) Préambule à la Constitution de l'OIT. Disponible sur : https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:55:0::NO::P55_TYPE,P55_LANG,P55_DOCUMENT,P55_NODE:KEY,fr,ILOC,,/Document

(27) Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité (1982) Sécurité commune : Un programme pour le désarmement (Londres : Pan World Affairs). Page 130.

Quarante ans plus tard, l'inégalité croissante des revenus est tenue pour responsable de la radicalisation de la politique et de la montée du populisme et du nationalisme.

Trop souvent, les conflits politiques dégénèrent en violence et en guerre. L'agitation sociale, l'exclusion et l'aliénation conduisent également à la violence en dehors des zones de conflit, comme par exemple la violence urbaine, la montée en puissance du crime organisé et la violence intrafamiliale. La situation de conflit entraîne également une propension accrue au terrorisme. Le Institute for Economics and Peace a constaté que 97,6 % des victimes du terrorisme, en 2020, se trouvaient dans des pays touchés par un conflit et que "plus l'intensité du conflit augmente, plus la puissance meurtrière des actions terroristes augmente. Les attaques terroristes dans les pays en conflit sont plus de six fois plus meurtrières que les attaques dans les pays en paix ". (28)

La discrimination et la marginalisation qui se manifestent aujourd'hui dans le monde entier sont les symptômes d'un monde extrêmement inégalitaire, qui exacerbe les différences entre nous. Près de la moitié de la population mondiale - 3,4 milliards de personnes - survit avec moins de 5,50 dollars par jour. Parallèlement, les femmes du monde entier gagnent 24 % de moins que les hommes et possèdent 50 % de moins de richesses. (29) Selon le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, l'inégalité des revenus dans le monde s'accroît. Depuis 1980, les 10 % de personnes gagnant le plus d'argent détiennent la moitié du revenu mondial, tandis que le 1 % de personnes gagnant le plus d'argent a augmenté sa part de 16 % en 1980 à 22 % en 2000. L'Amérique latine et le Moyen-Orient sont les régions les plus inégalitaires du monde, les 10 % de personnes gagnant le plus s'appropriant respectivement 54 et 56 % du revenu national moyen. (30)

L'inégalité entre les nations et au sein de celles-ci masque une inégalité majeure et persistante : celle des femmes. L'inégalité à laquelle sont confrontées les femmes dans de nombreux pays implique souvent qu'elles s'occupent prioritairement de leur famille et qu'on les affecte à des activités qui sont, en partie de ce fait-même, sous-financées et reproduisent donc l'inégalité des revenus entre les sexes. Ce cercle vicieux de discrimination - et le problème persistant de la violence sexiste sur les lieux de travail, à la maison et en public - a pour conséquence l'exclusion des femmes des rôles décisionnels dans la société, y compris sur les questions de paix et de guerre. (31) Il n'est donc pas surprenant, alors que le mouvement des femmes constitue une force majeure pour la paix, que les décisions sur les dépenses militaires, la politique étrangère et la guerre soient prises dans des environnements dominés par les hommes.

Depuis la Commission Palme, des progrès ont été réalisés dans la lutte contre certains aspects de l'inégalité. En 2019, le taux de fréquentation de l'école primaire primaire a atteint 87 %, tandis que le nombre d'enfants non scolarisés a diminué de plus de 40 % au cours des deux dernières décennies. (32)

(28) Institute for Economics and Peace (2022) Global Terrorism Index 2022 : Measuring the Impact of Terrorism. Page 5. Disponible sur: <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/03/GTI-2022-web.pdf>

(29) Site web d'Oxfam International. Disponible sur: <https://www.oxfam.org/en/what-we-do/issues/extreme-inequality-and-essential-services>

(30) Rapport du rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Olivier De Schutter (juillet 2021) La persistance de la pauvreté : comment l'égalité réelle peut briser les cycles vicieux. Page 13. Disponible sur: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/197/47/PDF/N2119747.pdf?OpenElement>

(31) Georgetown Institute for Women, Peace and Security (2021) The Climate-Gender-Conflict Nexus : Amplifying women's contributions at the grassroots. Disponible sur: <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2021/01/The-Climate-Gender-Conflict-Nexus.pdf>

(32) UNICEF (2021) UNICEF Primary Education Data. Available at: <https://data.unicef.org/topic/education/primary-education/>

Cependant, en 2020, la Banque mondiale a enregistré une hausse de l'extrême pauvreté, inversant ainsi une baisse régulière depuis 20 ans. (33) La pandémie de COVID-19, le changement climatique et les conflits armés sont parmi les facteurs qui alimentent cette régression.

- **Pandémies actuelles et futures**

La COVID-19 a brutalement souligné que le monde est plus interdépendant que jamais, et qu'une menace de pandémie ne connaît pas de frontières nationales. À mesure que le climat se dégrade et que la biosphère change, les pandémies seront probablement plus fréquentes et plus graves.

Avec l'émergence du virus COVID-19, la communauté scientifique a réagi efficacement et rapidement pour créer des vaccins et des traitements. Mais des problèmes sont apparus en raison de l'état des accords commerciaux mondiaux, notamment la protection des droits de propriété intellectuelle fondée sur des investissements publics et dans un état d'urgence. Le sous-financement des services de santé et des systèmes de protection sociale, associé à l'inégalité croissante en matière de santé, a empêché l'équité en matière de vaccins et mis en évidence la faiblesse de la préparation aux pandémies et de leur prévention. La société mondiale semble de plus en plus vulnérable aux futures pandémies.

Les inégalités ont été exacerbées par la COVID-19. Selon Oxfam International, les 10 hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune pendant la pandémie mondiale. Parallèlement, l'organisation prévoit que plus de 160 millions de personnes auront été poussées dans la pauvreté par la pandémie. (34) Les inégalités qui existaient avant la COVID-19 - en termes de revenus et d'accès à l'éducation, à la santé et aux vaccins - ont également entraîné une reprise de la vie ordinaire et de l'activité économique plus rapide dans certains pays que dans d'autres. La protection sociale universelle et la répartition équitable de la croissance économique sont essentielles à la construction de la résilience future.

La pandémie, et les désaccords sur la réponse à apporter à la COVID-19, ont également alimenté les divisions et les conflits. Le Institute for Economics and Peace a constaté que les désordres publics ont augmenté pendant la pandémie, avec plus de 5 000 événements violents liés à la pandémie enregistrés entre janvier 2020 et avril 2021. (35)

L'emploi des femmes a été affecté de manière disproportionnée par la pandémie, en particulier dans les pays à revenu moyen supérieur, où "le ratio emploi/population des femmes en 2022 devrait être inférieur de 1,8 point de pourcentage à son niveau de 2019, contre un écart de seulement 1,6 point de pourcentage pour les hommes, bien que les femmes aient au départ un taux d'emploi inférieur de 16 points de pourcentage à celui des hommes " (36)

(33) Banque mondiale (2020) Poverty and Shared Prosperity 2020 : Revers de fortune. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34496/211602ov.pdf>

(34) Oxfam International (2022) Inequality Kills : L'action sans équivalent nécessaire pour combattre une inégalité sans précédent dans le sillage de COVID-19. Disponible sur : <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621341/bp-inequality-kills-170122-en.pdf> ; jsessionid=3B9DAB646BF719257B3C952EB46C2D0B?sequence=9

(35) Institute for Economics and Peace (2021) Global Peace Index 2021 : Mesurer la paix dans un monde complexe. Disponible sur : <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2021/06/GPI-2021-web-1.pdf>

(36) Organisation internationale du travail (2022) Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde : Tendances 2022. Page 13. Disponible sur : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_834081.pdf

D'autres répercussions de la pandémie COVID-19 sont encore en cours d'évaluation. Mais l'OIT prévoit un déficit en heures de travail de 52 millions d'emplois à temps plein en 2022. Parallèlement, le chômage au niveau mondial devrait atteindre 207 millions de personnes en 2022, soit une augmentation de 21 millions par rapport à 2019. (37)

• Régimes autoritaires – rétrécissement de l'espace démocratique

La confiance dans les gouvernements diminue et l'autoritarisme augmente. Moins de 20 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans ce que Freedom House définit comme un "pays libre". L'Érythrée, la Corée du Nord, la Somalie, l'Arabie saoudite, la Biélorussie et la Chine figurent parmi les pays dont le score de liberté est le plus bas au monde. (38) Au cours des 15 dernières années, le déficit démocratique s'est creusé, avec une expansion constante des régimes autoritaires et un déclin des grandes démocraties. L'espace civique, notamment le droit de se réunir, de s'organiser et de négocier, est menacé. Selon l'Institut V-Dem, le niveau de démocratie dont jouit le citoyen moyen dans le monde est retombé en 2020 aux niveaux constatés pour la dernière fois vers 1990. Et bien que la démocratisation se poursuive dans le monde, elle a lieu principalement dans les petits pays. (39)

Le rétrécissement de l'espace démocratique et la montée de la tyrannie constituent une menace pour la sécurité humaine, qui se traduit fréquemment par le recours à la force et à l'agression. Les États non démocratiques ne menacent pas seulement la paix régionale et mondiale, ils ne parviennent pas non plus à assurer la sécurité de leurs propres citoyens. Le Institute for Economics and Peace a constaté que la peur de la violence et l'expérience de la violence étaient toutes deux plus faibles dans les démocraties complètes que dans les démocraties imparfaites, les régimes hybrides et les régimes autoritaires. (40)

Les femmes sont souvent les premières victimes des reculs démocratiques, car elles sont confrontées à une opposition accrue à l'égalité des sexes et à des menaces sur les progrès réalisés en matière de droits des femmes. Les droits des femmes sont particulièrement vulnérables dans les pays où l'espace de la société civile est limité ou en recul. (41) Les possibilités limitées en matière d'éducation et d'emploi, les restrictions du droit à l'avortement et l'incapacité à lutter contre la discrimination et la violence fondée sur le genre sont autant de facteurs qui contribuent à réduire la voix des femmes dans la prise de décision et à reproduire les structures de pouvoir masculines.

De nombreuses personnes n'ont pas perçu les dividendes de la démocratie et se sentent délaissées par la société. Cette déconnexion a entraîné une rupture de confiance entre les populations et les gouvernements.

(37) Organisation internationale du travail (2022) Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde : Tendances 2022. Disponible sur: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_834081.pdf

(38) Freedom House (2021) La liberté dans le monde 2021: Democracy Under Siege. Disponible sur: <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2021/democracy-under-siege>

(39) V-Dem Institute (2021) Autocratization Turns Viral: Rapport sur la démocratie 2021. Disponible sur: https://www.v-dem.net/static/website/files/dr/dr_2021.pdf

(40) Institute for Economics and Peace (2021) Global Peace Index 2021 : Mesurer la paix dans un monde complexe. Page 54. Disponible sur: <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2021/06/GPI-2021-web-1.pdf>

(41) ONU Femmes (2020) Le recul démocratique et le retour de bâton contre les droits des femmes: Comprendre les défis actuels pour les politiques féministes. Disponible sur: <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Discussion-paper-Democratic-backsliding-and-the-backlash-against-womens-rights-fr.pdf>

Avec la démocratie en recul, la corruption, le populisme et l'extrémisme de droite comblent le vide dans de nombreux pays. L'histoire nous enseigne que cette situation conduit à l'autocratie, à l'agression et à la confrontation, plutôt qu'à la coopération pour le progrès collectif. La montée des démagogues, dans les pays du monde entier, favorise les divisions au sein des peuples et entre eux. La démocratie ne peut plus être considérée comme allant de soi, et les citoyens doivent mieux comprendre leur rôle et leur pouvoir. (42)

Les violations des valeurs démocratiques vont de pair avec la répression des droits de l'homme. L'indice annuel des droits mondiaux, établi par la Confédération syndicale internationale, a établi que le nombre de pays dans lesquels la liberté d'expression et de réunion était refusée ou entravée est passé de 56 en 2020 à 64 en 2021. On constate également une augmentation du nombre de travailleurs détenus et arrêtés dans le monde. (43)

• La militarisation

À l'époque de la commission originale, les armes nucléaires étaient clairement la force létale la plus puissante. Malheureusement, au XXI^e siècle, la menace d'une guerre nucléaire reste intacte. Les scientifiques ont maintenant réglé l'horloge du Jugement dernier à 100 secondes avant minuit pour l'humanité. Il existe aujourd'hui plus de 13 000 ogives nucléaires dans le monde (44) - dont des milliers sont prêtes à être utilisées en un instant et sont bien plus puissantes que les bombes de Hiroshima et Nagasaki.

Les investissements massifs dans des armes nucléaires plus rapides et plus meurtrières, associés aux tensions croissantes entre les États dotés de l'arme nucléaire, créent une combinaison dangereuse pour les conflits. Pendant ce temps, le débat sur la menace nucléaire se déroule en grande partie en dehors des grands médias et de la culture populaire, le changement climatique remplaçant le nucléaire comme danger existentiel prédominant dans la perception du public. Les progrès en matière de désarmement ont stagné au cours des dernières décennies et les engagements pris pour réduire les armes ne sont pas respectés. La péninsule coréenne est une zone particulièrement préoccupante, où les tensions nucléaires restent élevées et où la militarisation s'intensifie. Cette situation est aggravée par le fait que la guerre de Corée n'a jamais officiellement pris fin et qu'aucun traité de paix n'a jamais été signé.

Parallèlement, le déploiement d'armes conventionnelles continue de causer de la misère humaine dans le monde entier. Les batailles entre les États et les forces islamistes au Mali, au Niger et au Burkina Faso ont fait plus de 1 300 victimes civiles en 2021. (45) L'instabilité et la volatilité mondiales, en Afrique en particulier, entravent le développement institutionnel et créent un sentiment général d'insécurité au sein des sociétés. La prolifération des armes légères et de petit calibre déclenche et exacerbe les conflits armés et la criminalité, comme on l'a vu à Cabo Delgado au Mozambique, en Éthiopie, en Afghanistan, en Haïti et au Myanmar.

Le fardeau économique et social des dépenses militaires était au centre des préoccupations de la Commission Palme. 40 ans plus tard, les dépenses militaires continuent d'augmenter et de détourner les fonds des investissements sociaux et environnementaux. Selon le Stockholm International Peace Research

(42) Barbara F. Walter (2022) *How Civil Wars Start - And How to Stop Them* (Londres: Viking)

(43) Confédération syndicale internationale (2021) *Global Rights Index*. Disponible sur: <https://www.globalrightsindex.org/en/2021>

(44) Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (2021) *SIPRI Yearbook 2021 : Armement, désarmement et sécurité internationale*. Page 17. Disponible sur: https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-06/sipri_yb21_summary_en_v2_0.pdf

(45) International Crisis Group. *Dix conflits à surveiller en 2022*. Disponible sur: <https://conflicts2022.crisisgroup.org/#:~:text=Wars%20in%20Ethiopia%20and%20Yemen,Taiwan%20and%20Iran's%20nuclear%20program> [consulté le 29 mars 2022]

Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales augmentent depuis les années 1990. En 2020, les dépenses militaires mondiales atteindront près de 2 000 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,6% en termes réels par rapport à 2019. (46)

Alimenté par les intérêts des entreprises, le coût du militarisme mondial contraste fortement avec le manque d'argent pour faire face à d'autres défis. Cela déclenche un cercle vicieux : dépenser de l'argent pour des armes plutôt que pour les gens favorise les inégalités et alimente la peur et la division, ce qui nécessite encore plus de ressources militaires.

Les armes et la maîtrise des armements comportent une dimension de genre évidente. Comme le dit le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, "la possession et l'utilisation d'armes sont étroitement liées à des expressions spécifiques de la masculinité liées au contrôle, au pouvoir, à la domination et à la force". (47) Ce sont principalement les hommes qui sont les auteurs de violence armée et en 2018, les hommes représentaient 92 % des décès dus aux armes à feu dans le monde. (48) Mais les armes légères facilitent la violence contre les femmes, fréquemment sous la forme de violences domestiques et sexuelles. De plus, les femmes supportent souvent le poids des impacts indirects de la violence armée, comme les traumatismes psychologiques, l'appauvrissement, l'exploitation et les charges économiques. (49)

Les nouveaux développements technologiques - notamment dans le domaine du cyberspace, de l'intelligence artificielle et des drones - soulèvent de graves questions juridiques et morales. L'utilisation d'ordinateurs ou de systèmes d'armes autonomes pour identifier des cibles militaires présente un grave danger pour la sécurité internationale. On ne peut pas compter sur les algorithmes pour décider des cibles militaires "légitimes" ou respecter le droit humanitaire international. L'exécution d'êtres humains par des algorithmes, sans contrôle humain, va à l'encontre des principes les plus fondamentaux du droit international et de la morale. En outre, les systèmes de plus en plus autonomes et numérisés ont réduit le temps de décision, ce qui empêche d'identifier à temps une fausse alerte avant que l'arme ne frappe. Parmi les autres nouvelles menaces technologiques, citons les cyberattaques contre les systèmes de commandement, de contrôle et de communication nucléaires ainsi que la production de missiles hypersoniques - avec leurs capacités de manœuvre, l'ambiguïté des cibles et la possibilité de réduire la détection par les radars. En conséquence, le concept de dissuasion nucléaire est devenu peu fiable, même pour ceux qui y croyaient.

Il y a quarante ans, la Commission Palme mettait en garde contre la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, qu'elle considérait comme une expansion dangereuse de la compétition guerrière. Cette prédiction semble prémonitoire, l'espace extra-atmosphérique devenant un environnement de plus en plus contesté et militarisé. Le déploiement d'armes dans l'espace extra-atmosphérique, qu'elles soient offensives ou défensives, crée un nouveau domaine de conflit.

(46) Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (2021) SIPRI Military Expenditure Database. Disponible sur: <https://www.sipri.org/media/press-release/2021/world-military-spending-rises-almost-2-trillion-2020>

(47) UNODA (2018) Assurer notre avenir commun : Un agenda pour le désarmement. Page 39. Disponible sur: [www : https://s3.amazonaws.com/unoda-web/wp-content/uploads/2018/06/sg-disarmament-agenda-pubs-page.pdf#view=Fit](https://s3.amazonaws.com/unoda-web/wp-content/uploads/2018/06/sg-disarmament-agenda-pubs-page.pdf#view=Fit)

(48) Small Arms Survey (2018) Base de données mondiale sur les décès violents. Disponible sur: <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-GVD-March-2020-update.pdf>

(49) UNODA (2018) Assurer notre avenir commun : Un agenda pour le désarmement. Page 39. Disponible sur: <https://s3.amazonaws.com/unoda-web/wp-content/uploads/2018/06/sg-disarmament-agenda-pubs-page.pdf#view=Fit>

ANNEXES

ANNEXE 1A - COMMISSION CONSULTATIVE DE HAUT NIVEAU

La Commission consultative a apporté une contribution et une expertise inestimables à ce rapport. Les points de vue et les opinions exprimés ne reflètent pas nécessairement les points de vue et opinions de tous les membres de la Commission.

Ouided Bouchamaoui, Lauréate du prix Nobel de la Paix 2015 (Tunisie)

Prof. Dr. Peter Brandt, Historien, professeur d'Université émérite (Allemagne)

Sharan Burrow, Secrétaire Générale de la Confédération Syndicale Internationale (Australie)

Winnie Byanyima, à titre personnel, militante de longue date de la justice sociale et de l'égalité (Ouganda)

Saber Chowdury, Membre du Parlement du Bangladesh et Président honoraire de l'Union interparlementaire (Bangladesh)

Helen Clark, Ancienne Première Ministre et marraine de la Fondation Helen Clark (Nouvelle-Zélande)

Sean Conner, Directeur exécutif adjoint, Bureau International de la Paix (États-Unis)

Sergio Duarte, Président du Mouvement Pugwash - Conférences sur la science et les affaires mondiales (Brésil)

Jan Eliasson, Ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, ancien ministre des Affaires Etrangères (Suède)

Anna Fendley, Présidente du Comité Jeunesse de la Confédération syndicale internationale (États-Unis)

Alexey Gromyko, Directeur de l'Institut de l'Europe, Académie des sciences de Russie (Russie)

Alexander Kmentt, Diplomate et expert en désarmement, participant à titre personnel (Autriche)

Rosaline Marbinah, Représentante spéciale de l'OCSE pour la jeunesse et la sécurité (Suède)

Kumi Naidoo, Ambassadeur mondial, Africans Rising for Justice, Peace and Dignity (Afrique du Sud)

Trisha Shetty, Directrice-fondatrice du mouvement SheSays, Présidente du comité directeur du Forum de Paris sur la paix (Inde)

Liv Tørres, Secrétaire internationale, confédération syndicale LO Norvège (Norvège)

Fumihiko Yoshida, Directeur du Centre de recherche pour l'abolition des armes nucléaires, Université de Nagasaki (Japon)

Tong Zhao, Senior Fellow du programme de politique nucléaire de la Carnegie Endowment for International Peace (Chine)

ANNEXE 1B - COMITÉ DE PILOTAGE

Jeroen Beirnaert, Directeur des droits humains et syndicaux, Confédération syndicale internationale (CSI/ITUC)

Reiner Braun, Directeur exécutif, Bureau international de la paix (BIP/IPB)

Philip Jennings, Co-Président, Bureau International de la Paix (BIP/IPB)

Björn Lindh, Coordinateur de projet, Centre international Olof Palme

Clare Santry, Rédactrice et éditrice du projet

Anna Sundström, Secrétaire Générale du Centre international Olof Palme

Owen Tudor, Secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale (CSI/ITUC)

ANNEXE 2 - RÉSUMÉ DES WEBINAIRES

Le projet Sécurité commune 2022 a accueilli sept discussions de panels de premier plan entre juin 2021 et février 2022. Chaque webinaire a porté sur un thème différent lié à la paix et la sécurité dans le monde. Ces débats publics en ligne ont contribué au rapport final et sont disponibles sur le site Web du projet Sécurité commune 2022. (50) Nous remercions tous les intervenants qui ont pris part aux webinaires et ont suscité des discussions aussi intéressantes.

- **Le monde après la Covid-19 : Investir dans la paix et le développement et non dans la guerre et les conflits** (15 février 2022) <https://commonsecurity.org/2021/09/30/le-monde-après-covid-19-investir-dans-la-paix-et-le-développement-pas-dans-la-guerre-et-le-conflit/>

Animatrice :

Winnie Byanyima - Responsable de l'ONUSIDA et ancienne responsable d'Oxfam International (agissant à titre personnel).

Intervenants :

- Dr Michael Brozka - Chercheur senior associé, SIPRI.
- Nice Coronacion - Secrétaire général adjoint de la confédération syndicale SENTRO des Philippines
- Dr Mahmoud Mohieldin - Envoyé spécial des Nations unies pour le financement de l'Agenda 2030 pour le développement durable, et directeur exécutif du FMI.
- Owen Tudor - Secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale (CSI).
- Hilary Wainwright - Auteur de The Lucas Plan-A New Trade Unionism in the Making? Associée du Transnational Institute et de l'Institute of Development Studies, Université de Sussex.

(50) Webinaires sur la sécurité commune 2022. Disponible sur: <https://commonsecurity.org/webinars/>

- **Cyber-sécurité et technologie - menaces pour la paix** (15 décembre 2021)
<https://commonsecurity.org/2021/11/03/cyber-security-and-tech-threats-to-peace/>

Animatrice :

Liv Tørres - Secrétaire internationale de la Confédération syndicale LO de Norvège

Intervenants :

- Jürgen Altmann - Chercheur et conférencier, département de physique de la Technische Universität Dortmund et vice-président du Comité international pour le contrôle des armes robotiques (ICRAC).
- Tarja Cronberg - Associée distinguée du programme de sécurité européenne du SIPRI et présidente de l'Union finlandaise pour la paix.
- Bruce Gagnon - Cofondateur et coordinateur du Réseau mondial contre les armes et le pouvoir nucléaire dans l'espace.
- Michael Klare - Professeur d'études sur la paix et la sécurité mondiale à Five Colleges. Correspondant pour la défense du magazine The Nation et auteur de Resource Wars et Blood and Oil: The Dangers and Consequences of America's Growing Petroleum Dependency.

- **Femmes, paix et sécurité** (17 novembre 2021)
<https://commonsecurity.org/2021/09/30/women-peace-and-security/>

Animatrice :

Anna Sundström - Secrétaire générale du Centre international Olof Palme

Intervenants :

- Maritza Chan - Ambassadrice, Représentante permanente adjointe du Costa Rica auprès des Nations Unies
- Ann Linde - Ministre des affaires étrangères, Suède
- Trisha Shetty - Directrice-fondatrice du mouvement SheSays et présidente du comité directeur du Forum de Paris pour la paix, Inde.

- **Inégalités croissantes - une menace pour la paix et la sécurité ?** (25 octobre 2021)
<https://commonsecurity.org/2021/09/30/growing-inequality-a-threat-to-peace-and-security/>

Animatrice :

Anna Fendley - Présidente du Comité Jeunes de la CSI.

Intervenants :

- Gabriela Bucher - Directrice exécutive, Oxfam International.
- Adolfo Pérez Esquivel - Lauréat du prix Nobel de la paix 1980. Architecte, artiste et activiste.
- Martha E. Newton - Directrice générale adjointe pour les affaires politiques, Organisation internationale du travail (OIT)
- Omar Faruk Osman - Secrétaire général, Fédération des syndicats somaliens.

- **Il est nécessaire d'établir un agenda commun pour la paix et le climat** (19 octobre 2021)
<https://commonsecurity.org/2021/09/30/there-is-need-for-a-common-agenda-for-peace-and-climate/>

Animatrice :

Anna Sundström - Secrétaire générale du Centre international Olof Palme

Intervenants :

- Helen Clark - Ancien Première ministre de la Nouvelle-Zélande et marraine de la Fondation Helen Clark. Membre du panel de l'initiative SIPRI "Environnement de paix".
 - Ulrich Eberle - Chercheur, Future of Conflict, International Crisis Group.
 - Kumi Naidoo - Ambassadeur mondial, Africans Rising for Justice, Peace and Dignity.
 - Margot Wallström - Ancienne ministre des affaires étrangères de Suède, présidente du panel de l'initiative SIPRI "Environnement de paix".
- **100 secondes avant minuit –Comment gérer la menace nucléaire** (16 août 2021)
<https://commonsecurity.org/2021/08/16/100-seconds-to-midnight-how-to-handle-the-nuclear-threat/>

Animatrice :

Dr Helen Durham - Directrice du droit international et de la politique internationale, Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Intervenants :

- Srishty Aware - Responsable des jeunes de l'Institut indien pour la paix, le désarmement et la protection de l'environnement.
 - Sergio Duarte - Président des Conférences Pugwash sur la science et les affaires mondiales et ancien Haut Représentant des Nations unies pour les affaires de désarmement.
 - Dr Rebecca Johnson - Présidente fondatrice de la Campagne internationale contre les armes nucléaires (ICAN) et directrice exécutive de l'Acronym Institute for Disarmament Diplomacy.
 - Alexander Kmentt - Diplomate autrichien et directeur du désarmement, du contrôle des armements et de la non-prolifération au ministère autrichien des affaires étrangères.
 - Fumihiko Yoshida - chercheur invité, Fondation Carnegie pour la paix internationale et administrateur de la Fondation Sasakawa pour la paix.
- **Sécurité commune 2022 : événement de lancement** (14 juin 2021)
<https://commonsecurity.org/2021/06/14/launch-event/>

Animatrice :

Anna Sundström - Secrétaire Générale du Centre international Olof Palme.

Intervenants :

- Sharan Burrow - Secrétaire Générale de la Confédération syndicale internationale (CSI).
- Saber Chowdhury - Membre du Parlement du Bangladesh et président honoraire de l'Union interparlementaire.
- Hans Dahlgren - Ministre des affaires européennes, Suède.
- Stefan Löfven - Ancien Premier ministre de Suède.
- Kumi Naidoo - Ambassadeur mondial, Africans Rising for Justice, Peace and Dignity.



Barry Blechman

Co-fondateur et membre du Stimson Center, USA Expert auprès de la Commission Palme

"Ce fut une expérience merveilleuse de travailler pour la Commission Olof Palme. Le secrétariat était composé d'excellents collaborateurs. Mais, bien sûr, il y a aussi eu des tensions, notamment sur la question d'une zone dénucléarisée en Europe.

Le rapport a été traduit dans de nombreuses langues et étudié dans de nombreuses universités. Donc, oui, je dirais qu'il a eu une influence dans de nombreux pays. Ce n'est pas seulement le concept de sécurité commune qui a retenu l'attention, mais aussi les propositions de réformes de l'ONU.

Aux États-Unis, le rapport a été bien accueilli par les organisations travaillant dans le domaine du contrôle des armements, mais pas tellement par les médias ou l'establishment politique. L'atmosphère politique de l'époque était à l'opposé de celle de la Commission Palme.

Nous devrions utiliser les recommandations de ce nouveau rapport pour essayer de trouver des mesures pratiques qui peuvent être mises en œuvre à court terme. L'image globale est importante, mais ce qui l'est encore plus, c'est ce qui peut être fait maintenant. Nous ne pouvons pas parvenir à la paix mondiale immédiatement, mais nous pouvons faire de petits pas en avant pour réduire le risque de guerre."

ANNEXE 3 - DOCUMENTS MONDIAUX PERTINENTS

Il existe un certain nombre de rapports et d'initiatives qui sont utiles dans la recherche de la sécurité commune. Ces documents mondiaux sont des jalons essentiels sur la voie de la paix et de la sécurité. Compte tenu de la qualité du travail et de la réflexion consacrés à ces questions, il est important de rassembler les connaissances et la détermination de tous. Les documents les plus importants et les plus pertinents sont les suivants:

- **L'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable** est un plan d'action pour la paix et la prospérité mondiales. Au cœur de l'Agenda se trouvent les 17 Objectifs de développement durable, décrits comme "un ensemble d'objectifs et de cibles universels et transformateurs, de grande portée et centrés sur les personnes". (51)

(51) ONU (2015) Transformer notre monde: le Programme 2030 pour le développement durable. Disponible sur: <https://sdgs.un.org/2030agenda>

- **Le rapport du Secrétaire général des Nations unies intitulé "Notre agenda commun"**, publié en septembre 2021, présente une vision de la coopération mondiale pour les 25 prochaines années. Les recommandations portent sur quatre grands domaines: "une solidarité renouvelée entre les peuples et les générations futures, un nouveau contrat social ancré dans les droits de l'homme, une meilleure gestion des biens communs mondiaux essentiels, et des biens publics mondiaux qui vivent équitablement et durablement pour tous". (52)
- **L'Accord de Paris, adopté lors de la COP 21 à Paris en 2015**, est un traité international juridiquement contraignant sur le changement climatique. Cet accord historique a rassemblé toutes les nations dans un engagement à lutter contre le changement climatique et ses effets. (53)
- **Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)** est le résultat d'une conférence organisée en 2017 par l'Assemblée générale des Nations unies. Le traité interdit la participation des États à des activités liées aux armes nucléaires. Les États doivent s'engager à ne jamais "mettre au point, tester, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires." A ce jour, 86 Etats ont signé le Traité. (54)
- Le dernier **rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**, intitulé "Changement climatique 2022: Impacts, adaptation et vulnérabilité", a été publié en mars 2022. Ce rapport examine les effets du changement climatique sur la nature et les populations du monde entier. Il explore également les risques futurs et "propose des options pour renforcer la résilience de la nature et de la société au changement climatique en cours". (55)
- **Le projet "Changement climatique et sécurité"** de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) "vise à approfondir les connaissances sur la manière, le moment et la raison pour lesquels les risques de sécurité liés au climat surviennent, et sur la manière dont ces risques peuvent être réduits, en renforçant la sécurité humaine et la paix durable à long terme". (56) Les recherches portent également sur les réponses des gouvernements et des organisations internationales aux risques de sécurité liés au climat. Le projet est financé par le ministère suédois des affaires étrangères.

(52) ONU (2021) Notre agenda commun - Rapport du Secrétaire général.

Disponible sur : <https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/>

(53) ONU (2015) Accord de Paris. Disponible sur : https://unfccc.int/sites/default/files/english_paris_agreement.pdf

(54) ONU (2017) Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Disponible sur : <https://treaties.unoda.org/t/tpnw>

(55) Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2022) Changements climatiques 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Disponible sur : https://report.ipcc.ch/ar6wg2/pdf/IPCC_AR6_WGII_FinalDraft_FullReport.pdf

(56) SIPRI. Page web sur le changement climatique et la sécurité. Disponible sur : <https://www.sipri.org/research/peace-and-development/climate-change-and-risk/climate-change-and-security> [consulté le 29 mars 2022].

ANNEXE 4 - PRINCIPES DE LA COMMISSION PALME

Les six principes originaux de la Commission Palme étaient les suivants :

1. Toutes les nations ont un droit légitime à la sécurité.
2. La force militaire n'est pas un instrument légitime pour résoudre les conflits entre nations.
3. La retenue est nécessaire dans l'expression de la politique nationale.
4. La sécurité ne peut être obtenue par la supériorité militaire.
5. La réduction et la limitation qualitative des armements sont nécessaires à la sécurité commune.
6. Il faut éviter de lier les négociations sur les armes aux événements politiques.

Source: Independent Commission on Disarmament and Security Issues (1982) Common Security: A Programme for Disarmament (Londres : Pan World Affairs). Page ix.



Les recommandations de l'initiative "Sécurité commune 2022" sont des indications, ou des pas en avant, dans le processus visant à éliminer la menace de l'anéantissement nucléaire et à inverser la logique nourrissant la guerre. Il s'agit de mesures pratiques, mais elles établissent aussi une vision d'un monde meilleur et plus sûr. Elles visent à motiver l'opinion publique et à avoir un impact positif sur les responsables politiques et les décideurs quant à ce qui est nécessaire et réalisable.

